

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-NEUVIÈME SESSION



2270<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 28 octobre 1974,  
à 10 h 30

Documents officiels

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
Hommage à la mémoire de M. Shadhel Taqa, ministre des affaires étrangères de l'Irak .....	731
Point 110 de l'ordre du jour :	
Question de Chypre .....	731

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

*En l'absence du Président, M. Garcia Robles (Mexique), vice-président, prend la présidence.*

*Hommage à la mémoire de M. Shadhel Taqa, ministre des affaires étrangères de l'Irak*

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai le pénible devoir de porter à la connaissance de l'Assemblée générale le décès, survenu le 20 octobre 1974, de Son Excellence M. Shadhel Taqa, ministre des affaires étrangères de l'Irak.

2. En sa qualité de président de l'Assemblée générale, M. Bouteflika a envoyé au président de la délégation de l'Irak une lettre exprimant nos profondes condoléances au Gouvernement et au peuple de l'Irak, ainsi qu'à la famille du défunt. Je suis certain que les membres de l'Assemblée générale désireront se joindre à ce message.

3. J'invite les représentants à se lever et à observer une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Shadhel Taqa.

*Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.*

## POINT 110 DE L'ORDRE DU JOUR

## Question de Chypre

4. M. KYPRIANOU (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais, tout d'abord, au nom de ma délégation, exprimer notre douleur et nos condoléances pour le décès du ministre des affaires étrangères de l'Irak et faire part au Gouvernement et au peuple de l'Irak, ainsi qu'à la famille en deuil de notre sympathie la plus sincère pour la grande perte qu'ils viennent de subir.

5. En ouvrant la discussion sur Chypre, aujourd'hui, je ne peux que commencer en disant que la population de l'île — qui a connu et connaît encore une grande tragédie, peut-être sans précédent dans l'histoire — attend avec impatience de savoir ce qui sera dit et fait à l'Assemblée générale. Les victimes de la tragédie, les parents de ceux qui ont été tués et

ceux qui, dans des camps, connaissent des souffrances indicibles attendent le résultat de cette discussion. Ils croient que l'Organisation des Nations Unies, en dépit de ses lacunes, sur lesquelles l'accent a été mis de façon répétée au cours de nombreux débats, ne saurait garder le silence et rester inactive face à cette situation. En conséquence, ce dont nous allons discuter maintenant ne représente pas simplement un nouveau débat, qui viendrait s'ajouter aux autres, sur une autre question interminable; c'est d'une tragédie dont nous allons discuter. En conséquence, étant donné les sentiments que nous éprouvons, j'espère qu'on nous excusera, si dans l'exposé des faits et de notre point de vue, nous ne faisons pas preuve d'une grande habileté diplomatique. Nous serons francs, nous serons même peut-être trop francs lorsque cela sera nécessaire.

6. Chypre — et il n'est pas exagéré de le dire — traverse la période la plus critique, la période la plus cruciale de toute son histoire. Ce qui s'est passé à Chypre ne devrait pas préoccuper uniquement la population de Chypre, mais préoccuper le monde entier. Est-il possible, réellement, de tolérer une situation de ce genre en 1974 ? De nombreuses questions seront posées au cours de ce débat. Ce qui nous préoccupe, c'est notre survie même. L'indépendance, l'intégrité, l'unité, la souveraineté d'un petit Etat indépendant, Membre des Nations Unies, sont en jeu. Ce n'est pas là une exagération. Il est compréhensible que ceux qui vivent loin de Chypre ne ressentent pas exactement ce que nous ressentons, nous, à Chypre, mais ce n'est pas là une excuse pour ne pas essayer de comprendre les problèmes fondamentaux qui sont les nôtres.

7. Certains disent que la diplomatie est l'art du compromis et, de temps à autre, nous entendons dire : "Voyons si nous pouvons trouver un compromis" entre des positions généralement qualifiées d'extrêmes. Mais un compromis est-il possible lorsqu'ils s'agit de questions fondamentales ? Un compromis est-il possible lorsqu'il s'agit de questions qui sont consacrées dans la Charte même des Nations Unies et dans les déclarations et résolutions de l'Organisation ? Peut-il y avoir compromis, peut-on trouver une excuse quelle qu'elle soit, lorsqu'un petit pays a subi et continue de subir une agression comme celle dont nous avons été victimes ! Peut-il y avoir une excuse ou une justification ou peut-il y avoir compromis lorsqu'il est évident pour tous que ce que certains essaient de faire dans le cas de Chypre est d'imposer à la population de Chypre une solution en ayant recours aux moyens les plus inhumains : en expulsant les habitants de leurs foyers, en les déracinant et en en faisant des réfugiés ? Peut-on dire que ce qui n'est pas acceptable dans d'autres cas peut être possible dans le cas de Chypre ? Je songe ici à un autre point de l'ordre du jour que nous examinerons plus tard. Pourquoi serait-ce permis dans ce cas-là et non

toléré dans le cas présent ? C'est pourquoi nous tenons à être francs et clairs.

8. Les faits sont suffisamment bien connus. Ils ont été évoqués devant le Conseil de sécurité au cours de ces derniers mois, et certains des faits fondamentaux ont été discutés par l'Assemblée générale, au cours du débat général. Il n'est donc probablement pas nécessaire d'ajouter des précisions maintenant, bien que nous soyons disposés à discuter de chaque chose en détail en temps opportun. Nous sommes même disposés à discuter de tout ce qui a trait au passé, de tout ce qui a trait à l'origine même du problème dans son ensemble, bien que dans une situation critique comme celle que nous connaissons, on doive généralement essayer de se tourner immédiatement vers l'avenir car il y a amplement le temps de discuter du passé.

9. Le 15 juillet 1974, un coup d'Etat a été fomenté en vue de renverser le président, l'archevêque Makarios et le Gouvernement légitime de Chypre. Dans les quelques jours qui ont suivi cette tentative de coup d'Etat, Chypre était victime d'une agression de la Turquie. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire remarquer au cours du débat général [2239<sup>e</sup> séance, par. 276 à 279], les dates auxquelles sont intervenus ces deux événements suscitent toute une série de questions relatives à la réalité et à la vérité des faits qui, un jour, seront clairement élucidées. Il y a eu un coup d'Etat, il y a eu agression et invasion, et lorsque la Turquie a envahi Chypre aux premières heures du 20 juillet, l'argument officiellement invoqué aux yeux du monde par le premier ministre de la Turquie était qu'il ne s'agissait que d'une action de police limitée dont le seul but était de restaurer l'ordre constitutionnel. Quel ordre constitutionnel souhaitaient-ils restaurer ? De toute évidence, la Constitution de 1960. Cependant, sans entrer dans le détail, nous nous trouvons maintenant dans une situation au sujet de laquelle je mets au défi quiconque de venir à cette tribune et d'affirmer que l'objectif de la Turquie était vraiment de restaurer la Constitution de 1960. Car, en fait, on ne restaure pas une constitution en bombardant au napalm des villages, des hôpitaux et des maisons. On n'envahit pas un pays en faisant usage d'un armement lourd comme celui fourni à la Turquie pour sa propre défense, mais qui a été illégalement utilisé par ce pays, comme on l'a déclaré maintes fois au Congrès des Etats-Unis. On ne rétablit pas l'ordre constitutionnel en déracinant les gens de leur foyer et en mettant en œuvre un plan qui existait bien longtemps auparavant, plan connu sous le vocable d'"Attila", lequel aurait réellement été très fier de voir son nom utilisé comme un drapeau, fier des actions commises par ceux qui utilisaient son nom pour faire ce qu'ils ont fait à Chypre.

10. Les aspects juridiques de la question de l'intervention ont été discutés dans le détail par le Conseil de sécurité en 1964; ils ont été discutés de manière exhaustive et plusieurs orateurs avaient même souligné alors que personne n'avait le droit d'intervenir militairement à Chypre dans quelque circonstance que ce soit.

11. Mais même si, aux fins de la discussion, on suppose que les puissances garantes avaient le droit d'intervenir à Chypre pour rétablir l'ordre constitutionnel ou pour exercer la protection prévue par le Traité de

garantie<sup>1</sup>, je suppose que, la Turquie ayant envahi Chypre dans le but de détruire ce que prévoyait le Traité de garantie, il était alors du devoir des autres puissances garantes de venir en aide à Chypre; il serait sans doute intéressant que le Royaume-Uni et la Grèce fassent connaître, au cours de ce débat, leur position sur cette question.

12. Le "Plan Attila" — ou idée du partage de Chypre — n'est pas nouveau. Même le partage sous une forme déguisée, que l'on a dénommé "fédération géographique", n'est pas nouveau. En fait, cela a toujours été l'intention de la Turquie et je ne ferai à cet égard que quelques citations.

13. Le 17 mai 1964, M. Inonu, premier ministre de Turquie et prédécesseur de M. Ecevit, déclarait :

"Un jour, la Grèce acceptera, avec l'aide de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN], le partage pacifique de Chypre. Tant que les Grecs s'y refuseront, la bataille se poursuivra; la Turquie ne reculera pas, même dans une situation désespérée; la Turquie utilisera son droit d'intervention dans l'île."

14. Lorsque, en 1964, Chypre fut menacée d'attaque et d'invasion, le président Johnson, des Etats-Unis, écrivait dans une lettre adressée au premier ministre de la Turquie, M. Inonu :

"Toutefois, j'attire simplement votre attention sur le fait que nous comprenons que l'intervention que propose la Turquie viserait à procéder à une forme de partage de l'île, solution spécifiquement exclue par le Traité de garantie".

15. Et pour expliquer ce que j'entends lorsque je parle de "partage sous une forme déguisée" de "fédération géographique", voici ce qu'a déclaré M. Inonu, une fois encore, le 8 septembre 1964, à l'Assemblée nationale turque :

"Officiellement, nous avons avancé le concept de "fédération" plutôt que la thèse du "partage"."

On pourrait faire bien d'autres citations, mais celles-ci sont suffisantes.

16. Lorsque Hitler a envahi la Tchécoslovaquie, il a utilisé le prétexte de la protection des minorités. Lorsqu'il a ensuite décidé d'envahir la Pologne, en 1939, il a dit, entre autres choses :

"Faisons ce que nous devons faire en Pologne. Après tout, qui se rappelle aujourd'hui ce que les Turcs ont fait aux Arméniens ? Personne ne se rappellera plus tard ce que nous faisons aux Polonais."

17. Quarante p. 100 du territoire de Chypre sont maintenant occupés par la Turquie; les populations indigènes ont été déracinées et Chypre compte maintenant plus de 200 000 réfugiés, sans abri, vivant misérablement, ne sachant pas de quoi demain sera fait. Ce chiffre représente un tiers de la population de l'île. Il est très bon que les grands pays, et parfois les petits, se réunissent pour voir s'ils peuvent trouver des compromis qui puissent satisfaire à la fois ceux qui souffrent et ceux qui sont les prétendus vainqueurs; mais c'est aller trop loin, vraiment, que de s'attendre que l'on puisse tolérer une situation dans laquelle des êtres humains sont utilisés comme des pions pour promouvoir des solutions inacceptables

pour eux. S'il y a ici une délégation ou un représentant qui souhaite entendre des détails concernant la situation des réfugiés, encore que beaucoup de ces détails soient contenus dans le rapport du Secrétaire général, une délégation représentant les réfugiés de Chypre vient d'arriver ici, de Chypre, et se trouve parmi nous.

18. Les Nations Unies peuvent-elles accepter cette situation ? Prenant la parole l'autre jour à New York, le sénateur Edward Kennedy a dit que son pays ne saurait tolérer une telle situation. Les Nations Unies peuvent-elles, par leur inaction, tolérer cette situation, que ce soit ouvertement ou implicitement ?

19. Dans l'intervalle — et je dis ceci à l'intention de ceux qui ne savent pas ce qui se passe — la partie de Chypre occupée par la Turquie est maintenant décrite comme une partie de Mersine, district de Turquie; on utilise la livre turque, des timbres à l'emblème de Mersine; nous disposons de renseignements nombreux concernant ce qui se passe et que nous diffuserons.

20. C'est là une tentative d'annexion; mais, officiellement, je ne serai pas surpris de voir les représentants de la Turquie venir ici et déclarer : "Nous ne voulons pas le partage". Il n'est pas dans leur intérêt de dire qu'ils veulent le partage. Le monde entier dirait : "Nous ne pouvons pas l'accepter." Donc, qu'ont-ils intérêt à déclarer ? "Nous voulons une séparation géographique ou une fédération géographique." Mais, pour quiconque connaît les réalités de Chypre "séparation géographique" équivaut au partage dans la pire de ses formes; le partage sera automatique; et si l'Assemblée générale ou les Nations Unies veulent — comme je le pense — que Chypre survive en tant qu'Etat indépendant, il faut alors exclure ces possibilités.

21. On avancera encore que l'une des raisons qui ont motivé les mesures prises par les forces turques était de protéger la minorité turque ou, si l'on préfère, — je n'ai aucune peine à utiliser le mot — la "communauté" turque.

22. La protéger de quoi ? La première chose qu'ont faite ceux qui ont perpétré le coup d'Etat fut de déclarer que les Chypriotes turcs n'avaient pas à s'inquiéter, que le coup d'Etat était organisé contre le Gouvernement de Chypre. Quel danger couraient donc les Chypriotes turcs ?

23. Mais supposons une fois de plus, aux fins de la discussion, que la Turquie ait eu l'intention de prévenir un danger éventuel. Devait-elle le faire en ayant recours aux bombardements au napalm, en semant, je le répète, le chaos, la destruction, la dévastation, en envahissant avec des milliers d'hommes appuyés par des tanks, en tuant, en violant ? Doit-on adopter de telles méthodes ?

24. Nous avons des centaines de cas de ce genre, et si quelqu'un dit, une fois de plus, qu'il s'agit de propagande, je propose ici à nouveau — et au cours de cette discussion nous ferons une proposition précise sur ce point — qu'une mission de l'Assemblée générale soit envoyée à Chypre pour vérifier ce dont nous accusons aujourd'hui la Turquie et pour enquêter sur les atrocités qui ont eu lieu partout dans l'île.

25. Et qu'en est-il des personnes disparues ? Qui se soucie d'elles alors que le Secrétaire général en a parlé

lui-même dans son rapport ? Qu'en est-il ? Que leur est-il arrivé ? Quelqu'un peut-il nous le dire ? Que peut nous dire la Croix-Rouge ? Peut-elle nous dire que ces personnes sont libres d'aller où elles veulent et de faire ce qu'elles veulent à Chypre ? La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre peut-elle nous dire que dans la zone occupée ces personnes ne sont pas limitées dans leurs activités ?

26. Les réponses, nous les trouvons dans les rapports du Secrétaire général que nous avons sous les yeux. Par conséquent, cette situation réclame de manière urgente l'attention de l'Assemblée. Nous ne sommes pas venus ici pour faire part de notre point de vue ou pour obtenir une solution susceptible d'être améliorée l'année prochaine. Il n'y aura probablement pas d'année prochaine à Chypre si nous n'agissons pas rapidement, et nous n'en porterons pas la responsabilité.

27. C'est très bien de dire : "Négocions. Essayons de voir ce que nous pouvons faire." Mais qui refuse la négociation ? Peut-on imaginer des négociations lorsque 40 000 hommes de troupe et des tanks se trouvent juste devant chez vous et que chaque fois que vous refusez d'accepter quelque chose on met en marche les moteurs de ces chars d'assauts ? Est-ce cela qu'on entend par négociations ? Comment les deux parties à Chypre, comment les Chypriotes grecs et turcs à Chypre peuvent-ils accepter librement un arrangement constitutionnel alors que, d'une part, les prétendus "libérateurs" d'un des côtés sont là, menaçant tout le monde ? Et je suis sûr — que l'on prenne bien note de ce que je vais dire — que lorsque toute cette tragédie sera terminée, un bon nombre de Chypriotes turcs auront beaucoup à dire sur ce qui s'est passé au cours de ces mois tragiques.

28. Nous sommes venus à l'Assemblée générale pour chercher son appui. Nous ne nous sommes pas rendus ici dans le but de savoir comment donner satisfaction à l'agresseur. Nous ne sommes pas venus ici pour dissimuler les faits. Ce n'est pas l'instance indiquée pour ce genre de tactique, pour ce genre de méthode. Nous sommes venus ici pour vous présenter notre point de vue de manière très franche. Chypre, petit pays non aligné, souffre, il a été la cible de l'agression et de l'invasion et son existence même est menacée. Si l'Assemblée générale — et les pays non alignés en particulier — ne viennent pas à notre secours, alors que signifie le non-alignement ? Si l'Assemblée générale ne vient pas appuyer Chypre dans des situations concrètes et au sujet de questions bien précises, il y aura tout lieu de se demander à quoi servent les Nations Unies et ce que nous pouvons attendre de l'avenir.

29. Nous ne sommes pas venus ici pour négocier un arrangement constitutionnel à Chypre. Je crois que c'est là une tâche réservée aux Chypriotes eux-mêmes, Grecs et Turcs. Mais nous sommes venus ici pour obtenir votre soutien sur les points et les principes suivants : il doit y avoir respect inconditionnel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriales de Chypre; quelles que soient l'agression ou l'intervention, elles doivent cesser immédiatement; pour des raisons non seulement humanitaires, mais pour toutes celles que j'ai déjà exposées, l'Assemblée générale doit prendre position clairement et catégori-

quement, à savoir que tous les réfugiés — et je souligne les mots “tous les réfugiés” — doivent pouvoir regagner leurs foyers en toute sécurité et sans conditions. Autrement, cela signifierait de manière implicite que certains sont prêts à tolérer cette violation des droits fondamentaux de l'homme, en vue de faciliter la tâche de ceux qui cherchent à imposer une solution à Chypre. Des négociations, oui, mais des négociations libres.

30. Nous ne voulons pas le genre de négociations de Genève qui ont déjà eu lieu par deux fois au cours de la crise et qui se sont avérées être tout autre chose que des négociations. Nous ne voulons pas de négociations au bout du fusil où pas même 36 heures avaient été prévues pour la consultation, parce que certaines propositions avaient été présentées comme étant à prendre ou à laisser et que, ces propositions n'ayant pas été acceptées, on passait à la deuxième phase du plan Attila, plus dévastatrice encore que la précédente, ce qui prouvait sans aucun doute possible que c'est ce plan que l'on voulait appliquer.

31. Ce qui s'est passé à Chypre n'a pas été un accident. Le coup d'Etat n'a pas été un accident. L'invasion non plus n'en a pas été un.

32. L'Assemblée générale va-t-elle tolérer cette situation ? Ce qui nous préoccupe, c'est le bien-être de la population de Chypre, qu'il s'agisse des Grecs ou des Turcs. Si les Turcs n'ont pas confiance en nous, trouvons d'autres moyens de gagner leur confiance, mais pas par l'intermédiaire de leurs “libérateurs” Attila. Nous sommes prêts à accepter toute suggestion qui serait compatible avec la Charte et les déclarations des Nations Unies, en vue de répondre à tous les espoirs raisonnables. Nous sommes même disposés à ce que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre soit renforcée à cette fin. Nous sommes prêts à faire tout ce qui est possible tant que l'on nous aidera à garder l'indépendance, la souveraineté et l'unité intacte de Chypre. Des suggestions nombreuses, ont été faites — je ne sais où — concernant des solutions réalistes; ces idées doivent être abandonnées, parce que je considère humblement que l'Assemblée générale ne saurait entériner, tolérer ou légaliser des faits accomplis. C'est très bien de parler de compromis, mais il est des situations où un compromis n'est pas possible.

33. Avant de passer à la conclusion, j'aimerais faire connaître aux membres de l'Assemblée générale que ma délégation a déposé un projet de résolution que je vais présenter avec le moins d'observations possible [A/L.738]. Nous ne l'avons pas fait par manque de courtoisie à l'égard de qui que ce soit. Au contraire, nous sommes reconnaissants à tous les pays qui se sont efforcés de préparer un projet de résolution. Mais d'une manière ou d'une autre, il nous a semblé que le temps passait et, au dernier moment, nous nous sommes trouvés dans une situation dans laquelle nous n'avions d'autre choix que celui de présenter un projet de résolution nous-mêmes.

34. Que ce projet de résolution soit présenté par Chypre ne devrait pas, je crois, faire qu'il soit considéré comme un texte soumis par l'une des parties. Tout d'abord, il n'y a qu'une partie, à savoir Chypre. C'est ce pays qui a saisi les Nations Unies du problème. Ensuite, personne, je pense, ne me contredirait si j'indiquais que Chypre est la seule partie affli-

gée. Je ne crois pas que qui que ce soit d'autre ait souffert de ce qui s'est passé à Chypre. Dans ce projet de résolution, nous n'avons pas présenté de points de vue extrêmes à des fins de marchandage. Nous avons essayé de rédiger un texte en tenant compte des opinions et des termes mêmes qu'on nous a suggérés et que nous avons acceptés.

*L'orateur donne lecture du projet de résolution A/L.738<sup>2</sup>.*

35. En ce qui concerne le préambule du projet de résolution, dans lequel on rappelle les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, il est clair et se passe de commentaires. En fait, tous les alinéas du préambule sont suffisamment clairs.

36. En ce qui concerne le dispositif du projet de résolution, nous avons suivi l'idée — et ici je dois insister — selon laquelle les trois éléments fondamentaux sont tout d'abord l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté de Chypre, qui doivent être respectées de façon inconditionnelle, et aucun acte d'agression ou d'intervention ne doit être dirigé contre Chypre. Cela est suffisamment clair. Deuxièmement, nous demandons le retrait immédiat des troupes. Etant donné les circonstances, personne, je pense, ne peut dire que ce n'est pas raisonnable. Le retrait des troupes de Chypre est la condition *sine qua non* si l'on veut faire quelques progrès. Nous arrivons ensuite à la question des réfugiés pour laquelle le projet de résolution engage toutes les parties en présence à prendre d'urgence des mesures pour permettre à tous les réfugiés de regagner à bref délai leurs foyers sains et saufs. C'est quelque chose qui ne peut pas faire l'objet d'un marchandage. C'est une chose qui doit être présentée clairement, franchement, sans ambiguïté et sans ambages, car si de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, on utilise comme levier de négociations ou si l'on place sous le droit de veto de qui que ce soit la question des personnes chassées de leurs foyers et la question de leur retour dans leurs foyers, on peut alors détruire Chypre, on peut détruire tous les espoirs d'un règlement pacifique, on peut créer des conditions favorables à un partage, et en même temps on sape les principes mêmes des Nations Unies.

37. En ce qui concerne les autres paragraphes, je crois qu'ils sont suffisamment précis. Dans le projet, on se félicite des contacts et des négociations qui ont lieu à Chypre. Et nous pensons que c'est par cette procédure que l'on devra aborder les aspects constitutionnels du problème. Parallèlement, nous prévoyons un autre système — différent de celui de Genève — revêtant la forme de négociations dans le cadre des Nations Unies pour aborder tous les aspects internationaux de la crise.

38. Compte tenu de ce qui précède, je dois répéter que nous n'avons pas soumis ce projet de résolution par manque de courtoisie. Nous avons pensé qu'en l'occurrence nous n'avions d'autre choix. Si une des délégations désirait exprimer son avis sur certains des points inclus dans le projet de résolution, nous serions disposés à en discuter. Mais, encore une fois, je dois souligner que les éléments essentiels dont j'ai parlé ne peuvent pas faire l'objet de marchandage ou de compromis.



39. Nous espérons être appuyés. Je ne crois pas que c'est manquer de réalisme ou de sagesse que de nous attendre à recevoir cet appui. Nous espérons l'appui de tous les pays non alignés, groupe auquel nous appartenons. Nous espérons l'appui de tous les Etats Membres de l'ONU, car si nous n'obtenons pas l'appui dont nous avons besoin à ce moment particulier de notre histoire, quel Etat Membre pourra recevoir un appui dans un cas du même genre qui pourrait se produire — ce que je ne souhaite pas — si cette situation sans précédent continue et si on n'y met pas fin ?

40. Devons-nous permettre que soit créé un tel précédent ? Dans le cas de la Pologne, Hitler disait : "Qui se souvient aujourd'hui des Arméniens ?" Quelqu'un pourrait bien dire un jour : "Qui se souvient des Chypriotes ?", mais il s'agira alors d'une autre situation semblable. J'en suis convaincu. Je n'ai pas essayé de faire un discours préparé pour les comptes rendus de nos séances. J'ai essayé de vous présenter notre point de vue et de vous dire comment nous comprenons la situation. Comme je l'ai dit au départ, ce n'est pas une discussion générale comme les autres. Je dis à l'Assemblée : nous avons besoin de votre appui; nous demandons votre appui; nous vous le demandons instamment. Si nous ne recevons pas cet appui dont nous avons besoin, la Turquie aura remporté une victoire très importante à Chypre, une victoire militaire, mais, comme l'a dit notre président, ce serait une défaite pour l'Organisation des Nations Unies. Ce n'est pas Chypre qui a été vaincue; Chypre a été détruite. Comme l'a dit récemment Edward Kennedy, Chypre a été réduite à néant. Les gens vivent dans les rues, sous les arbres. L'île a été dévastée. Elle n'a pas encore péri, mais il dépendra de vous qu'elle ne périsse pas.

41. Si, dans le cas particulier de Chypre, qui met à l'épreuve le principe du non-alignement et les principes des Nations Unies, nous essayons de discuter pour trouver des compromis afin de donner satisfaction à l'agresseur, alors, en toute franchise, nos espoirs en l'avenir de l'Organisation ne seront pas très grands et ils seront moindres encore en l'avenir de l'humanité. Nous n'avons pas l'appui naturel dont bénéficieraient les Palestiniens dans leur situation, mais des principes similaires sont en jeu. Est-ce que certains pays vont appuyer ces principes dans ce cas-là et non dans le nôtre ? Il en va de même pour plusieurs autres questions aux Nations Unies. La moralité même est mise à l'épreuve. Les principes de la Charte sont mis à l'épreuve. C'est une mise à l'épreuve des principes de non-alignement pour l'Afrique, l'Amérique latine, l'Europe et l'Asie. Etait-ce une erreur de rester non aligné ? Etait-ce une erreur de placer notre confiance et nos espoirs dans l'Organisation des Nations Unies ? Etait-ce une erreur que d'être loyaux à l'égard de nos amis ? Etait-ce une erreur de suivre de manière continue la politique que nous avons adoptée aux Nations Unies sur chaque question ? Est-ce que nous devons faire l'objet d'un traitement différent ? Même si cela devait être, nous ne pouvons pas nous le permettre aujourd'hui. C'est une question de survie, c'est l'existence même de Chypre qui est en jeu.

42. Voilà ce que j'avais à dire pour ouvrir cette discussion. Je serai à votre disposition, Monsieur le Président, et à la disposition de tous les représentants

ici présents pour répondre aux questions qu'ils pourraient avoir à me poser et, lorsque le moment sera venu, nous poserons nous-mêmes des questions concrètes.

43. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais rappeler quelques faits qui me semblent extrêmement pertinents à propos de l'affaire qui nous occupe.

44. Comme on s'en souviendra, à la séance tenue le 21 septembre [2236<sup>e</sup> séance], il y a eu quelques divergences d'opinion au sujet de l'instance où devrait être examinée la question de Chypre. Comme il était évident qu'il faudrait arriver à un accord sur cette question de procédure, l'Assemblée a demandé à son Président, M. Bouteflika, et au Secrétaire général, M. Waldheim, de consulter les parties pour essayer d'arriver à une solution acceptable pour tous.

45. Comme on s'en souviendra également, lors de la séance suivante, le 21 septembre également, le Président a fait savoir que le résultat de ces consultations était positif. Il a dit textuellement ce qui suit :

"A la 2236<sup>e</sup> séance, il a été décidé que le point intitulé "Question de Chypre" serait examiné en séance plénière. Toutefois, il a été possible de parvenir à un accord aux termes duquel l'Assemblée générale invitera, lors de l'examen de la question, la Commission politique spéciale à se réunir afin de donner aux représentants des communautés chypriotes la possibilité de prendre la parole devant la Commission pour exprimer leurs vues. L'Assemblée générale reprendra l'examen de la question, prenant en considération le rapport de la Commission politique spéciale." [2237<sup>e</sup> séance, par. 2.]

46. Il semble que le moment est venu pour les représentants des deux communautés d'exprimer leurs points de vues. Ils se trouvent tous deux à New York et ils ont fait savoir au Secrétariat qu'ils étaient prêts à présenter leur cas.

47. Par conséquent, et en suivant l'exemple de M. Bouteflika, j'ai cru qu'il serait bon de consulter les trois parties directement intéressées.

48. A la suite de ces consultations, on est arrivé à un accord selon lequel il conviendrait que l'Assemblée générale invite la Commission politique spéciale à se réunir le 29 octobre, conformément à la décision antérieure de l'Assemblée, et à tenir au maximum deux séances pour entendre les représentants des deux communautés, comme il a été convenu à la 2237<sup>e</sup> séance.

49. Il nous a également semblé opportun, conformément à l'article 58 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, d'établir des comptes rendus sténographiques pour les deux séances que tiendra la Commission politique spéciale.

50. Enfin, il a été convenu que l'Assemblée reprendra l'examen de cette question en séance plénière, le 30 octobre.

51. Puis-je considérer que les membres de l'Assemblée acceptent cette procédure ?

*Il en est ainsi décidé.*

52. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Avant de lever la séance, je me propose de donner la

parole au représentant de l'Irak, qui désire faire une déclaration.

53. M. ZAHAWIE (Irak) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, au nom de ma délégation et du Gouvernement de la République irakienne, je voudrais vous remercier, ainsi que le Président de l'Assemblée générale, M. Bouteflika, le représentant de Chypre et les autres membres de l'Assemblée pour les paroles de sympathie qui ont été adressées à ma délégation à l'occasion du décès prématuré de M. Shadhel Taqa, le regretté ministre des affaires étrangères de l'Irak. Ma délégation ne manquera pas de trans-

mettre les condoléances et la sympathie de l'Assemblée au Gouvernement irakien et à la famille du disparu.

*La séance est levée à 12 h 55.*

---

#### NOTES

<sup>1</sup> Signé à Nicosie le 16 août 1960. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 382, n° 5475.

<sup>2</sup> Pour le texte, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes*, point 110 de l'ordre du jour.